



Déclaration liminaire – CSA du 06 février 2024

Avec un IPS à 156,7, nous félicitons tout d'abord les élèves du Collège Stanislas qui ont obtenu 100% de réussite au DNB l'an dernier ! Est-ce à dire qu'avec un IPS deux fois moindre, on se contenterait de 50% de réussite à ce même DNB ? Pour nous, bien évidemment non !!!

A l'heure des classes non mixtes, nous nous réjouissons de la mixité de l'instance de ce jour. Nous ne reviendrons pas sur les propos de la Ministre. Le café pédagogique dans un article intitulé « Amélie Oudéa-Castéra, Ministre de l'Éducation Nationale ? » a très bien résumé ce qui pose souci. Cela est illustré dans la conclusion de l'article qui dit que « choisir l'établissement privé Stanislas, c'est donc un choix politique : le choix d'une idéologie aux antipodes des valeurs de l'Éducation nationale. Le choix d'un séparatisme aux antipodes des ambitions de l'Éducation nationale ».

Cette année, la dotation nulle, bien que la démographie soit à la baisse, n'est pas suffisante et met le fonctionnement du service public d'éducation du 1^{er} degré dans des difficultés majeures.

En effet, la mise à l'arrêt par l'exécutif, du travail sur la rénovation de la carte de l'éducation prioritaire depuis 2017 empêche de réorienter les marges dégagées par la baisse démographique. Les écoles connaissent des besoins importants même s'ils sont moins visibles immédiatement que les ouvertures et fermetures de classes : présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, moyens de remplacement notamment pour la formation initiale et continue ou temps dévolu à la direction d'école. Sur ce point, l'effort engagé depuis deux ans pour améliorer les temps de décharge de direction est désormais mis à l'arrêt alors que le travail engagé est loin d'être achevé.

Là où il faudrait de la stabilité et une vision d'ensemble, le ministère va créer encore bien inutilement des tensions sans apporter de solution aux vrais problèmes de l'École. Un état critique a été atteint.

Dans le Tarn, nous saluons la décision de la DASEN d'enfin prendre en compte les élèves d'ULIS dans les effectifs. Il sera intéressant à l'avenir de pouvoir compter aussi les élèves d'UE,

d'ITEP, du CSDA ou d'UPE2A dans les effectifs des écoles. Nous saluons bien entendu aussi les efforts envers les écoles des quartiers « politique de la ville » oubliés de l'éducation prioritaire.

A ce titre, comment ne pas rappeler, qu'avec l'appui des derniers chiffres d'IPS, 7 écoles de l'académie de Toulouse (sur 1736 classées) ont un IPS inférieur à 70. Les 2 premières sont classées en REP+ (Toulouse) et suivent 4 écoles tarnaises non classées (Aillot et Bisséous à Castres, J.L Fieu et St-Exupéry à Albi) et une école de Tarbes classée en REP. Toutes les autres écoles REP et REP+ de l'Académie ont un IPS supérieur ! Dans les Tarn, les sept écoles avec l'IPS le plus bas sont non classées. Où est l'équité ?

Nous notons aussi comme chaque année, le grand écart à réaliser entre le maintien d'un taux d'encadrement digne de ce nom dans certaines écoles, le respect du max 24 en GS, CP et CE1 dans d'autres, la prise en compte de l'occitan ailleurs, ou de l'inclusion des élèves d'UE ou d'ITEP encore ailleurs... La phrase est longue car les difficultés sont grandes oui, et bien ce grand écart est impossible.

Finalement la dotation à zéro avec 800 élèves de moins ne changera pas grand-chose ni aux conditions de travail dans beaucoup d'écoles ni à l'amélioration de niveau de lecture à l'entrée en 6^{ème} par exemple !

Comme le conclut ces jours-ci, un syndicat de l'enseignement privé (c'est peu dire !) suite à l'affaire Stanislas « Il y a du travail, et un véritable chantier à conduire. Non pas pour le redressement des injustices, mais pour leur aplanissement et la fin du détournement de l'argent public et de la mission de service public de tous les agents ».

Des parents qui auront su défendre les conditions d'enseignement dans les écoles de leurs enfants verront la fermeture annoncée ne pas se faire, tant mieux pour eux. Pour ceux qui n'en ont pas les moyens ou qui ne le sauront même pas, tant pis. A Stanislas, ils ont les moyens de maintenir un entre-soi favorable, dans les secteurs les plus défavorisés, ils ne les ont pas, c'est terrible pour l'équité et un constat d'échec pour le service public et les missions humanistes qui devraient être les siennes.

Mme la Directrice Académique, nous vous remercions de votre attention.